

Publier les revues scientifiques africaines

Infrastructures, visibilité et résilience

David Mills

Professeur associé, pédagogie et sciences sociales
Université d'Oxford
david.mills@education.ox.ac.uk

Stephanie Kitchen

Rédactrice en chef, Institut Africain international
SOAS Université de Londres
sk111@soas.ac.uk

Bouchra Sidi-Hida

Chercheur senior en sciences sociales
Centre d'études et de recherches en Sciences sociales (CERSS),
Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Rabat-Agdal. Maroc
bsidihida@yahoo.fr

Introduction

Après soixante-quinze ans d'indépendance, l'édition de revues académiques africaines se trouve à la croisée des chemins. Ce n'est pas de cette manière que Nkrumah envisageait la modernité scientifique de l'Afrique. S'exprimant en 1964 lors de la pose de la première pierre du centre des réacteurs atomiques du Ghana, il proposait une vision postcoloniale élargie pour une science africaine « qui ne peut pas se permettre d'être à la traîne » (Nkrumah, 2007). Le projet de réacteur fut annulé trois ans plus tard.

Certains font référence à un prétendu « âge d'or » de l'académie africaine émergente dans les premières années qui ont suivi l'indépendance, avec des congrès scientifiques, des départements de recherche entreprenants, des revues littéraires dynamiques et de nouvelles presses universitaires (Yanney-Wilson, 1961 ; Eisemon, 1979 ; Sharp, 2019). Si l'édition indépendante et universitaire africaine a connu des progrès significatifs avant l'austérité imposée par les ajustements structurels, une partie de cette nostalgie peut paraître exagérée. Caroline Davis (2020) a montré, par exemple, comment les organisations écrans financées par la Central Intelligence Agency (CIA) ont encouragé « la création de nouveaux noyaux littéraires à travers l'Afrique qui ont favorisé

How to cite this paper:
Mills, D., Kitchen, S., & Sidi-Hida, B. (2024). Publier les revues scientifiques africaines : infrastructures, visibilité et résilience. *Global Africa*, (7), pp. 38-49.
<https://doi.org/10.57832/mxez-n689>

Published: September 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



la gestion locale et la production littéraire locale ». Nombre de ces revues, de *Drum* à *Black Orpheus*, ont en effet connu un succès commercial, créant « l'illusion de la création d'une culture décentralisée et avant-gardiste de la petite presse » (Davis, 2020).

Les années 1960 et 1970 ne sont plus qu'un lointain souvenir. Pourtant, de nombreux défis subsistent. Malgré les premiers appels de Nkrumah en faveur de la décolonisation de la production de connaissances, la recherche publiée sur le continent, en particulier dans le domaine des sciences humaines et sociales (SHS), reste invisible et marginalisée. Il est beaucoup plus difficile, et par conséquent beaucoup moins évident, de publier en langues africaines et dans les autres principales langues utilisées sur le continent (français, portugais, arabe) que de publier en anglais (Asubiario & Onalapo, 2023 ; Asubiario et al., 2024). Avec un financement discontinu, de nombreuses revues scientifiques du continent sont éphémères, ce qui rend difficile le maintien des conversations scientifiques, la création d'une communauté intellectuelle et la préservation des connaissances.

Bourdieu a déploré la « scolastique » inconséquente de ses homologues européens (1990). En revanche, la plupart des chercheurs africains sont parfaitement conscients que leurs conditions de travail universitaire – et l'absence d'infrastructures de recherche favorables – font qu'il est difficile d'écrire et de publier, sans parler de l'édition de revues ou de l'examen par les pairs. Et pourtant, comme le soulignent Mbembe et Sarr, le temps presse : « Il n'y a aucune raison d'attendre. Nous sommes nos propres témoins. Nous devons absolument nous unir si nous voulons reprendre cette tâche essentielle que nous ne pouvons pas simplement déléguer à d'autres – à savoir : lire, écrire, déchiffrer, décrypter, dessiner et remettre en question notre époque. » (Mbembe & Sarr, 2023, p. 3).

Beaucoup de choses ont déjà été dites. Hountondji a été le premier à évoquer l'« extraversion » des connaissances, affirmant que « les chercheurs africains sont condamnés à rester des touristes scientifiques permanents », étant donné la nécessité de quitter « les marges pour aller au cœur de la connaissance » (1990, p. 6). Nyamnjoh a présenté le dilemme des universitaires africains comme un dilemme consistant à « sacrifier la pertinence pour la reconnaissance, ou la reconnaissance pour la pertinence » (2004, p. 333). La nécessité d'indexer les revues africaines est évoquée depuis le début des années 2000 (par exemple, Le Roux, 2006 ; Le Roux & Nwosu, 2006), tout en reconnaissant que tous les index n'ont pas la même crédibilité ou la même stabilité financière. Depuis 2000, il y a eu de nombreuses rencontres, déclarations et chartes traitant de la nature inéquitable de la production mondiale de connaissances ; des conférences du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) sur l'édition électronique et le libre accès en 2008 et 2016, à la déclaration de Dakar sur la science ouverte soutenue par l'Unesco en 2016, en passant par la charte africaine pour les collaborations transformatrices de 2024. Les inégalités demeurent et, dans de nombreux cas, continuent à prendre encore plus d'ampleur.

Depuis la période coloniale, l'Afrique a été un paysage sur lequel ont été projetés de vastes rêves ambitieux de développement, scientifiques et bureaucratiques (Geissler & Toussignant, 2020). Les universités africaines ont souvent été des lieux centraux pour ces imaginaires : de Jong et Valente-Quinn les qualifient d'« infrastructures de l'utopie » (2018). Leur récit des vestiges en ruine de l'« Université du futur africain » au Sénégal, un projet initié par le président Abdoulaye Wade en 2000, dépeint sa construction inachevée et ses infrastructures délabrées comme des « palimpsestes des futurs africains imaginés » (2018, p. 333). La tension générative qu'ils décrivent entre « les temporalités de la ruine et de la régénération » (2018, p.348) est également visible sous forme numérique. Au fur et à mesure que les technologies évoluent et changent, le web académique africain accrédite des palimpsestes de futurs ambitieux en matière de recherche. Une multiplication de portails et de sites web de revues universitaires, qui se chevauchent et diffèrent les uns des autres, révèle une histoire faite de lancements et de relances. Le dynamisme éditorial est ponctué de longues périodes d'inactivité, et les traces numériques deviennent l'affaire des archivistes bibliographiques (Zell, 2020 ; 2022).

Ce numéro spécial de *Global Africa* est élaboré à un moment critique pour le mouvement en faveur du libre accès « Diamant » (libre de lire, libre de publier). Pour certains membres de cette communauté stratégique, la promesse d'une « science ouverte » rendue possible par des infrastructures numériques offre un avenir académique plus égalitaire. Le premier sommet mondial

sur le libre accès « Diamant » s'est tenu à Toluca en 2023 et a adopté un manifeste dans lequel la science est considérée comme un bien public mondial. Pourtant, la valeur commerciale générée par la numérisation de la communication universitaire et l'essor de l'intelligence artificielle (IA) renforcent les logiques commerciales d'édition.

Dans ce numéro, nous rassemblons six articles et sept auteurs, chacun ayant son propre point de vue sur la meilleure voie à suivre. Nos contributeurs viennent d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord, et travaillent sur différents sites et à différentes échelles. Nombre d'entre eux reviennent sur le chemin parcouru en matière d'édition et sur les voies à venir à partir de la digitalisation. Plusieurs d'entre eux sont rédacteurs en chef ou éditeurs de revues et s'appuient donc sur une expérience pratique solidement acquise. Le premier article de ce numéro (El-Aroui) offre une vue d'ensemble des tendances récentes en matière de publication à l'échelle du continent, en s'appuyant sur les données des principaux index de citations. L'article suivant (Mills & Asubiario) explique pourquoi ces indices nous renseignent si peu sur l'économie de la recherche en Afrique. Le troisième article (Hamdaoui) propose une analyse historique de la publication des sciences humaines au Maroc. Deux autres (Makulilo & Henry, Leedy) racontent l'histoire de revues d'études africaines individuelles, basées respectivement à Dar es Salaam et à Gainesville, en Floride. Enfin, Markey nous ramène à la question des données, plaidant pour la valeur qu'elles apportent aux chercheurs, aux rédacteurs en chef et aux éditeurs. Tous les auteurs proposent des perspectives sur l'histoire et l'économie politique de la publication des revues africaines de sciences humaines et sociales, sur l'essor de l'édition commerciale, sur les possibilités offertes par la numérisation et sur les défis que pose le maintien de revues dirigées par des chercheurs.

En lisant ces articles, vous remarquerez que nos contributeurs accordent une grande attention aux infrastructures et aux possibilités « d'infrastructurer » l'édition universitaire. Transformer un nom en verbe n'est pas simplement une attitude universitaire. C'est une façon d'attirer l'attention et de compliquer la compréhension ordinaire des infrastructures en tant que « choses » physiques. Les infrastructures d'édition comprennent le matériel informatique et les logiciels d'édition, les imprimantes laser et numériques et les connexions wifi, mais aussi les relations humaines et sociales qui sous-tendent le travail d'écriture, de révision par les pairs et d'édition. Dans la lignée des travaux de chercheurs en études des sciences et technologies (STS) comme Star (1999), nous adhérons à une définition inclusive et plus qu'humaine des infrastructures, dans laquelle l'infrastructure est considérée comme intégrée, apprise et personnalisée. La compréhension du terme par Star est issue de son travail d'étude des pratiques scientifiques d'une communauté de biologistes américains – des spécialistes des vers de terre – dans les toutes premières années de l'internet. Elle parle des « plateformes incompatibles, des centres informatiques locaux récalcitrants et des ressources engorgées » (1999, p. 380) dont ses interlocuteurs ont fait l'expérience, autant de thèmes qui pourraient sembler familiers à ceux qui utilisent des outils de publication à code source ouvert. Star décrit les difficultés rencontrées par les biologistes pour télécharger des fichiers et explique comment elle les a aidés en scannant leurs bulletins trimestriels pour créer des archives numériques, mais qu'elle a ensuite été confrontée à des problèmes d'incompatibilité pour ceux qui utilisaient des ordinateurs Mac. Tout cela l'a aidée à « percevoir l'infrastructure comme une partie de l'organisation humaine, tout aussi problématique que n'importe quelle autre » (1999, p. 380).

Ceux d'entre nous qui se souviennent du combat qu'ils ont mené contre les systèmes d'édition obsolètes de la fin des années 1990 et du début des années 2000 se reconnaîtront dans le récit de Star. Aujourd'hui, les rédacteurs en chef et les éditeurs de revues doivent s'adapter à un ensemble de normes technologiques et de logiciels évoluant rapidement dans un monde d'informatique virtuelle qui exige des références et des liens DOI, Onix 3.0 (pour l'édition de livres) et l'interopérabilité des métadonnées. Les dernières perspectives en matière d'intelligence artificielle peuvent apparaître comme des présages lointains pour ceux qui s'efforcent d'éditer une revue avec peu de ressources et de temps libre, une situation courante sur le continent africain aujourd'hui ; et pourtant, nous savons que l'IA déterminera une grande partie des pratiques futures

Écrivant sur les luttes de la vie quotidienne à Johannesburg, Simone (2004 ; 2021) est allé plus loin que Star, décrivant « les gens comme des infrastructures », afin de souligner l'importance du collectif urbain et la manière dont les activités quotidiennes de chacun créaient une « constellation

d'accompagnements à la vie urbaine mouvementée » (2021, p. 1343). Cela fait écho à un thème récurrent dans les études africaines, celui de la « richesse humaine » (Guyer, 1995). De même, l'édition est une réalisation collective et coordonnée qui s'adapte, change et évolue. Les technologies d'édition se sont développées parallèlement à l'augmentation de la puissance informatique, à la concurrence commerciale, à la demande croissante des auteurs, à l'accélération du processus de recherche et à la course aux armements en matière d'intégrité de la recherche. En réponse, les éditeurs commerciaux ont développé leurs revues pour intégrer verticalement leurs propres infrastructures de recherche (voir Mills et Asubiaro dans ce numéro). Les activités de Clarivate sont un bon exemple de cette intégration entre la recherche, les données et les index de citations, qui rivalisent pour contrôler l'ensemble du cycle de vie de la recherche et de la publication (Chen et al., 2019).

La mise en place et l'infrastructure des revues numériques sont exigeantes. Même avec des outils de publication à code source ouvert, tels que le logiciel Open Journals Systems, un éditeur de revue a besoin d'hébergements web fiables et sûrs, d'une connaissance des normes techniques, de flux de travail de soumission et de rédaction fiables et d'un engagement à fournir le travail conséquent nécessaire au maintien et à la mise à jour de ces outils. Les éditeurs doivent également établir des relations avec les bibliothécaires, entretenir leurs réseaux de recherche personnels afin d'attirer des soumissions et des évaluateurs de qualité, impliquer les comités éditoriaux, ainsi que soutenir et encadrer les chercheurs en début de carrière. Puis il y a les défis de la diffusion, de la création des métadonnées qui sont essentielles pour que les articles soient trouvables, et de l'indexation. Ces tâches sont beaucoup plus difficiles pour les rédacteurs en chef des institutions africaines que pour leurs homologues du Nord. Ces derniers peuvent bénéficier d'un soutien institutionnel important (voir Leedy, dans ce numéro) et, dans de nombreux cas, les presses universitaires et les éditeurs de revues commerciales s'occupent des aspects techniques de la production de métadonnées et de la gestion des abonnements, tout en fournissant un flux de revenus pour soutenir les rédacteurs ou les ateliers de rédaction.

La plupart de ces questions sont illustrées par des études de cas de revues individuelles. Il suffit de comparer l'évolution de deux revues d'études sur les médias – *Africa Media Review* et *Critical Arts* – au cours des quatre dernières décennies. La *Revue africaine des médias* a été lancée à Nairobi en 1984 par le Conseil africain de l'éducation à la communication, un réseau créé en 1976 pour soutenir la formation au journalisme sur le continent. Dans son numéro de lancement, le rédacteur en chef, basé à l'université de Lagos, promettait que la *Revue africaine des médias* inciterait les intellectuels africains à mettre au point des outils de communication pour résoudre les problèmes de développement de l'Afrique (Ugboajah, 1986). Après onze années, la revue a été suspendue, avant d'être relancée par le CODESRIA en 2004 avec un nouveau rédacteur en chef. La revue a duré neuf ans dans cette deuxième version, et seules ses traces d'archives subsistent. En revanche, *Critical Arts*, créé par un petit groupe d'universitaires sud-africains spécialisés dans les médias en 1980, a entrepris de développer une « perspective radicale sur les arts » inspirée par le travail de Marshall McLuhan, tout en se concentrant sur « les médias et la communication dans un contexte de tiers monde » (Critical Arts Collective, 1980).

Après plus de quarante ans, cette vision éditoriale a évolué vers un engagement plus large en faveur des dialogues « Sud-Nord » et des épistémologies transdisciplinaires au sein des études culturelles. La revue a été coéditée par UNISA Press en collaboration avec Routledge de 2002 à 2005, puis par Routledge exclusivement, ce qui lui a permis de bénéficier d'un financement régulier pour soutenir l'assistance éditoriale. Indexée à partir de 2009 dans Scopus et à partir de 2011 dans Science Citation Index (SCI), cela a contribué à renforcer sa visibilité internationale. Elle publie désormais six numéros par an, avec un comité de rédaction international et un profil d'auteurs diversifié.

La question de la visibilité est abordée dans ce numéro spécial. Les analyses de la visibilité des travaux universitaires africains remontent au début des années 1970, lorsque les chercheurs ont commencé à utiliser les données du SCI pour comparer les citations de la recherche dans différentes régions du monde. Rabkin et al. (1979) ont constaté que les recherches en zoologie et en botanique menées à Ibadan et à Nairobi étaient, de manière peut-être assez surprenante, visibles et citées de manière disproportionnée en Grande-Bretagne et dans la région, et qu'elles étaient au moins comparables à celles menées dans d'autres « universités périphériques du Commonwealth ». Ils ont

reconnu les efforts significatifs déployés par les deux pays pour développer leurs propres cultures scientifiques, mais ont accordé moins d'attention aux réseaux patrimoniaux créés par un « empire de savants » britannique expansif (Pietsch, 2013). Des études ultérieures (Wayt Gibbs, 1995) ont suggéré que les index nuisaient à l'impact et à la qualité des revues dans le Sud.

La visibilité de la recherche tourne désormais autour des métadonnées, ce qui permet de s'assurer que les revues peuvent être trouvées via les portails et les moteurs de recherche utilisés par les chercheurs. Les bibliothécaires et les scientifiques de l'information ont à maintes reprises appelé à la création d'index et d'infrastructures de données centrés sur l'Afrique (Le Roux & Nwosu, 2006). Un index africain est depuis longtemps le rêve de spécialistes de l'information comme Nwagwu (2010) et Asubiaro (voir Asubiaro et Mills, dans ce numéro), mais de telles initiatives sont extrêmement coûteuses et difficiles à mettre en place. La visibilité est rendue possible à la fois par les infrastructures techniques générant des métadonnées et par les relations sociales exprimées par les réseaux de citations. Les décisions concernant les travaux à lire et à valider sont aussi bien sociales ou politiques qu'académiques. La création d'un index de citations africain ne changera pas nécessairement des zones géographiques de crédibilité et de réputation profondément ancrées (Mills & Robinson, 2021).

Pour que la recherche soit visible et accessible à l'ère numérique, les universités et les éditeurs doivent produire des « métadonnées » détaillées : des informations contextuelles sur un article, notamment son titre, les auteurs, la date de publication, le statut des droits d'auteur et des licences, et bien plus encore. La préoccupation concernant la visibilité est renforcée par le volume croissant d'articles publiés – 40 % des articles publiés dans des revues indexées par le Web of Science n'ont jamais été cités (Chen et al., 2019). Les infrastructures de publication donnent des possibilités, mais elles excluent aussi. De plus en plus de métadonnées sont générées et exigées par les collecteurs de recherche et les plateformes de publication, de Crossref (pour les liens de référence et Google Scholar) à Clarivate (pour les facteurs d'impact), Elsevier (pour Scopus), EBSCO et JSTOR (pour l'agrégation et la distribution). Certains d'entre eux exigent que les journaux se conforment à des normes et à des infrastructures techniques et de publication en constante évolution – y compris l'émission de DOI et d'autres identificateurs numériques. Même les DOI, une norme technique introduite par les éditeurs commerciaux, centralisent le contrôle des pratiques de publication, en exigeant des processus d'enregistrement et des paiements complexes (Okune & Chan, 2023).

Quel est l'intérêt pour les petits éditeurs de construire leurs propres infrastructures d'édition ? Et compte tenu de l'évolution rapide des normes techniques, les appels à la construction d'une nouvelle infrastructure d'édition africaine à code source ouvert et à libre accès appartenant à la communauté sont-ils réalistes ? Il existe des précédents dans d'autres régions du monde, notamment Scielo et Redalyc en Amérique latine (Nwagwu, 2010). Les revues africaines hébergées par des universités peuvent-elles développer des modèles d'édition en libre accès « Diamant » durables sans le soutien de bibliothèques et de presses universitaires disposant de ressources suffisantes ? Okune et al. (2018) sont optimistes concernant le développement d'« infrastructures de connaissances inclusives » sur le continent. Ils appellent les éditeurs du Sud à utiliser « des outils, des plateformes, des réseaux et d'autres mécanismes sociotechniques qui permettent délibérément de multiples formes de participation parmi un ensemble diversifié d'acteurs, et qui reconnaissent et cherchent à corriger les inégalités de pouvoir dans un contexte donné » (Okune et al., 2018). Cette vision a émergé du réseau Open and Collaborative Science in Development Network, financé par le Canada et le Royaume-Uni, qui s'est déroulé de 2014 à 2017 et a soutenu douze projets de science ouverte organisés autour d'objectifs de développement, en mettant fortement l'accent sur la justice cognitive. Il est peut-être plus facile d'être confiant et ambitieux lorsque l'on travaille au sein d'un réseau de recherche international. Le défi consistera à trouver les ressources nécessaires pour soutenir à long terme la mise en place d'infrastructures sur l'ensemble du continent.

Le troisième thème abordé dans ce numéro spécial est la résilience des revues. Là encore, il s'agit d'une question d'infrastructure. Les universités africaines donnent à juste titre la priorité à l'enseignement et à l'employabilité dans le contexte d'importantes cohortes d'étudiants, ce qui laisse peu de temps ou de fonds pour la recherche universitaire (Rachik & Bourquia, 2011). Les chercheurs ont appris à faire plusieurs choses à la fois et à devenir des généralistes, en menant

des recherches en tant que consultants, bien que ces connaissances soient rarement publiées sous format académique. Avec peu de soutien, les éditeurs africains travaillent avec des moyens limités et luttent pour s'en sortir : de nombreuses revues ont une durée de vie très courte. Plus de 20 % des revues hébergées sur la plateforme AJOL sont inactives, n'ayant pas publié de numéro depuis au moins un an. Cela reflète les situations de travail précaires auxquelles sont confrontés les chercheurs dans de nombreuses universités africaines, le manque de ressources pour soutenir ces revues ou le manque de soumissions d'articles adéquats. À l'ère du numérique, les difficultés liées à la mise à jour des sites web peuvent également être une conséquence d'un système scientifique international inéquitable.

L'édition et la publication de revues universitaires est un travail difficile dans les circonstances les plus favorables, mais beaucoup plus difficile dans des environnements où les ressources sont limitées. Les difficultés d'accès à l'internet, la pénurie ou la perte de compétences en matière de gestion et d'édition, l'externalisation de la rédaction, de la correction d'épreuves et de la composition, ainsi que le coût du respect des normes d'intégrité de l'édition du « Nord », sont autant de facteurs qui pèsent sur le travail de l'éditeur. Une recherche et une publication de qualité exigent du temps, des compétences, un encadrement et des ressources. Pourtant, certaines revues africaines et celles consacrées à l'Afrique, certains rédacteurs en chef et certaines communautés ont réussi à répondre à ces exigences. Quelles leçons peut-on tirer de *The African Review* et de *African Studies Quarterly*, ainsi que des revues soutenues par Taylor & Francis ? Quelles ressources et quel soutien les éditeurs commerciaux peuvent-ils apporter pour soutenir et construire des écosystèmes de connaissances régionales à travers le continent ? Les auteurs répondent à toutes ces questions et à bien d'autres encore.

L'un des thèmes non explorés dans ces articles est de savoir si l'échelle et la taille sont des voies vers la résilience et la visibilité. L'attention que nous portons à la visibilité « globale » repose implicitement sur l'hypothèse que les infrastructures africaines doivent être observées de loin. Pourtant, comme nous l'expliquons ailleurs (Kitchen et al., à paraître), en ce qui concerne l'édition indépendante de livres en Afrique, « ce qui est petit "peut être" beau ». La résilience dépend-elle de la mise à l'échelle, ou est-il possible de « mettre les choses à petite échelle », comme le disent Adema et Moore (2021) ? Remettant en question l'idée reçue selon laquelle la croissance organisationnelle est motivée par des « économies d'échelle », ces auteurs se demandent s'il est possible de créer des projets d'édition durables dirigés par la communauté grâce à « la dépendance mutuelle, la prise en charge et d'autres formes de mutualisation » (2021, p. 27). Selon Adema et Moore, cette croissance entraîne une perte de contexte et de diversité. Au lieu de cela, ils proposent de « cultiver l'échelle » par le biais de « collaborations intentionnelles entre des projets menés par la communauté qui favorisent un écosystème bibliodiversifié tout en assurant la résilience par le partage des ressources et d'autres types de collaboration » (Adema & Moore, 2021). Ils offrent une vision attrayante d'une infrastructure collective non hiérarchique. Adema et Moore remettent en question les définitions des connaissances réputées du Nord et se demandent si les appels à travailler à une « échelle mondiale » ne renforcent pas les géographies inégales et les relations entre le centre et la périphérie. Pourtant, les communautés qu'ils imaginent reposent sur des ressources à partager et du temps à consacrer à la collaboration, et sont peut-être plus réalisables dans des universités telles que Cambridge (l'une des universités les plus riches et les plus prestigieuses d'Europe, dotée d'une presse et d'une bibliothèque universitaires renommées et bien dotées en ressources) et Coventry (une université britannique dotée d'un centre pionnier pour les cultures post-numériques et d'un historique d'expériences innovantes en matière d'édition), où Moore et Adema sont respectivement affiliés, que dans les établissements d'enseignement supérieur de Conakry ou de Calabar.

Il existe une littérature critique émergente sur la classification des données (Sadowski, 2019) et l'utilisation commerciale que les éditeurs peuvent faire des métadonnées des utilisateurs. Taylor & Francis dispose désormais d'une série de 60 revues axées sur l'Afrique, ce qui lui permet d'attirer davantage d'auteurs africains, et d'offrir des programmes groupés de « paiement à la publication » dans des revues OA commerciales ou méga, et la plateforme F1000 Research¹.

1 <https://www.tandfonline.com/openaccess/f1000>

Pooley décrit la « publication de surveillance » comme une pratique dans laquelle un éditeur « tire une part substantielle de ses revenus de produits prédictifs, alimentés par des données extraites du comportement des chercheurs » (Pooley, 2022). Lamdan, dans une analyse approfondie d'Elsevier, qui se qualifie désormais d'« entreprise d'analyse de l'information », et de son propriétaire RELX, la qualifie de « cartel de données » (Lamdan, 2022). Mirowski (2018) va plus loin et rejette le mouvement de la science ouverte tout court, le considérant comme un moyen pour les entreprises de créer des infrastructures de recherche intégrées et de réorganiser la science sur le modèle d'une plateforme de type Amazon, tout en prétendant ouvrir la science à un public plus large.

Mesurer ce qui compte ?

Les deux premiers articles explorent ce que les données de citation et de classement, générées par ces infrastructures commerciales, révèlent, et ne révèlent pas, sur la recherche africaine. Mhamad Ali El-Aroui utilise les données scientométriques générées par Web of Science et Scopus pour suivre deux décennies de publications universitaires réalisées par des chercheurs basés sur l'ensemble du continent, mais pas nécessairement des publications ou des revues basées sur le continent. Il montre que les niveaux de « productivité » sont très différents d'un pays africain à l'autre. L'Afrique du Sud possède depuis longtemps une culture de l'édition dynamique, en partie grâce à un modèle de subvention qui remonte à l'époque de l'apartheid. Les universités d'Afrique du Nord, et en particulier d'Égypte, attendent de leurs chercheurs chevronnés qu'ils publient dans des revues de premier plan (c'est-à-dire indexées dans le Science Citation Index et classées dans les deux premiers quartiles de leur domaine) s'ils veulent être promus. Les chercheurs de tout le continent, du Nigeria à l'Éthiopie, sont contraints de choisir entre la publication « à échelle internationale » et l'engagement dans des communautés de recherche nationales et régionales (Omobowale et al., 2014 ; Ssentongo, 2020). Ces politiques ont progressivement sapé le statut et la qualité des revues « locales » établies de longue date (Mills et al., 2023).

L'analyse d'El-Aroui sur la croissance de la recherche met en évidence le productivisme des chercheurs sud-africains en termes de volume et d'impact de la recherche, en particulier pour les publications en SHS, ainsi que la croissance de la recherche scientifique égyptienne. L'article commente également les positions relatives du Nigeria (en déclin) et des trois pays du Maghreb (en croissance). El-Aroui souligne que certains pays, comme l'Éthiopie, ont une « production » de publications qui s'accélère, tandis que d'autres (dont le Ghana et le Kenya) ont un taux de croissance plus stable. Ce que l'analyse d'El-Aroui n'aborde pas, c'est la faible proportion de résultats publiés dans des revues basées dans ces pays. Le document souligne également l'invisibilité relative de l'édition en langues francophones et lusophones. Le Sénégal apparaît comme l'un des leaders continentaux en nombre de chercheurs par habitant, mais manque de visibilité en termes d'impact scientifique. Dans son analyse, El-Aroui ne mâche pas ses mots quant à l'invisibilité de la recherche en SHS publiée dans des revues indexées du continent : « Tous les autres pays africains [à l'exception de l'Afrique du Sud] (y compris l'Égypte et le Maghreb) semblent avoir des écosystèmes de sciences humaines et sociales invisibles, soit en raison de leur immaturité, soit parce qu'ils utilisent des canaux alternatifs ou non indexés pour la diffusion de leurs résultats de recherche ».

Dans un article qui approfondit cette question de la visibilité, David Mills et Toluwase Asubiaro se demandent pourquoi les revues africaines sont beaucoup moins visibles que les autres dans le système scientifique mondial, et comment cela a une incidence sur la recherche africaine. Développant une histoire critique de l'indexation des citations, ils reviennent sur les décisions initiales prises par Eugene Garfield concernant les revues à inclure dans le premier index des citations scientifiques (Science Citation Index). Sa décision d'indexer un groupe restreint de revues « de base » était largement motivée par des raisons financières, et le premier index ne contenait pratiquement aucune revue du Sud, tout comme aucune revue d'Afrique. Au fil du temps, la réputation de nombreuses revues en Amérique latine, en Afrique et en Inde s'en est ressentie (Wayt Gibbs, 1995). Dans les années 1990, le Science Citation Index a été numérisé, ce qui a permis d'exploiter et d'analyser les données relatives aux citations de manière beaucoup plus approfondie. La création des premiers classements universitaires en 2003 a amplifié l'importance de la réputation

et la valeur commerciale des index. Aujourd'hui, Web of Science et Scopus ont des critères de sélection de plus en plus rigoureux, utilisant les données de citations pour éclairer les décisions de sélection. En conséquence, les revues publiées dans les périphéries mondiales, dans des domaines restreints ou dans des langues autres que l'anglais, peinent à être indexées. En 2023, si l'on exclut l'Afrique du Sud, seule une soixantaine des plus de 30 000 revues indexées dans Web of Science ont été publiées en Afrique au sud du Sahara. Mills et Asubiaro explorent les raisons pour lesquelles l'indexation des citations est importante pour les éditeurs et les chercheurs. Ils se demandent si la solution consiste à créer un indice de citation africain alternatif ou s'il existe d'autres moyens de promouvoir la visibilité et la lisibilité des revues africaines.

Le troisième article commence par des données frappantes sur le système de recherche marocain, contrastant la croissance de la productivité de la recherche « internationale » – comme le signale El-Aroui – avec la rareté des publications en sciences humaines basées au Maroc. Yusra Hamdaoui explore cette contradiction à travers l'histoire des universités marocaines et du financement de la recherche, en tenant compte de l'impact des changements répétés de politique et des réformes universitaires. La capacité d'édition du pays a souffert de cette situation, les presses universitaires étant largement en sommeil. Très peu de revues marocaines sont indexées au niveau international (Scopus n'en indexe que trois, toutes des revues scientifiques). Plus positivement, elle propose une étude de cas perspicace sur les fortunes de la revue d'histoire marocaine *Hesperis Tamuda* et de l'éditeur de livres *En Toutes Lettres*. Hamdaoui termine par des suggestions pour reconstruire l'écosystème de l'édition des sciences humaines et sociales au Maroc.

Réduire la dimension de la publication ? Études de cas de revues et d'éditeurs

Ce numéro spécial présente ensuite trois études de cas d'initiatives d'édition scientifique africaines ou axées sur l'Afrique. La première est *The African Review (TARE)*, une revue lancée à l'université de Dar es Salaam en 1971, et la deuxième est *African Studies Quarterly (ASQ)*, une revue en ligne pionnière en libre accès lancée à l'université de Floride en 1997. La troisième est une analyse des données de publication générées par les 15 revues d'études africaines publiées par Taylor & Francis. Ensemble, ces articles explorent la question du maintien des revues et des initiatives dirigées par des universitaires, ainsi que les opportunités offertes par les partenariats commerciaux, tels que ceux forgés par Brill-De Gruyter, ainsi que Taylor & Francis.

The African Review (TARE) a été fondée par le département de sciences politiques de l'université de Dar es Salaam (UDSM) en 1971. Elle avait pour objectif de proposer une analyse radicale de la politique africaine et d'attirer des chercheurs postcoloniaux de premier plan. Aujourd'hui, la revue traite de la mondialisation, du développement et des affaires africaines, en s'attaquant à la fracture du savoir entre le Nord et le Sud. Pendant la majeure partie de son existence, elle s'est appuyée sur un comité de rédaction restreint et un seul rédacteur en chef, avec peu ou pas de soutien professionnel en matière d'édition. Alexander Makulilo et Rodrick Henry décrivent comment, malgré les contraintes imposées au rédacteur en chef, *TARE* a continué à attirer des articles du monde entier. En juin 2019, *TARE* a signé un accord avec Brill pour prendre en charge l'édition, renforçant ainsi la qualité de sa production, de son indexation, de sa visibilité et de sa distribution mondiale. L'UDSM reste propriétaire de ses droits d'auteur et de ses activités éditoriales. Makuliko et Henry affirment que l'avenir de revues africaines solides dépend des collaborations avec des éditeurs établis, dans ce cas, basés dans les pays du Nord.

ASQ, fondée par le Centre d'études africaines de l'université de Floride à Gainesville en 1997, a été une revue pionnière en matière de libre accès, bien avant que le terme ne soit inventé. Dans son article, Todd Leedy parle de manière franche des obstacles techniques et sociaux que l'équipe éditoriale a surmontés au cours du dernier quart de siècle. Au départ, le défi consistait à déterminer comment publier sur le web et à prendre de l'avance, tout en accordant une attention particulière à l'infrastructure « humaine » – auteurs, équipe éditoriale et travail des étudiants de troisième cycle. L'équipe de la revue s'est heurtée au scepticisme concernant le format uniquement en ligne

et au manque de revenus d'abonnement qui en résultait, au manque de connectivité numérique en Afrique, ainsi qu'à l'incertitude quant à l'impact et à la reconnaissance. Rétrospectivement, l'ASQ était très en avance sur son temps. Leedy note que plus de 75 % des articles soumis à ASQ en 2021-2022 provenaient de chercheurs basés en Afrique. La revue a su faire face aux changements rapides de l'environnement de l'édition universitaire et à la pandémie de Covid19-, et avec le soutien des autorités universitaires, ASQ devrait continuer à être un espace important pour la recherche dans le domaine des études africaines.

Le dernier article, rédigé par Madeleine Markey, qui travaille pour Taylor & Francis, explore quel rôle une grande maison d'édition commerciale comme Taylor & Francis peut jouer dans le soutien d'un écosystème d'édition africain. Elle offre une vision experte des informations que les grands éditeurs peuvent tirer de différentes formes de données sur les auteurs et le grand public générées à partir de sa collection de 15 revues d'études africaines. L'article lui-même est un exemple des données essentielles, mais aussi de haute qualité, que ces sociétés d'édition interconnectées possèdent, génèrent et exploitent en vue d'une croissance future. La plupart des éditeurs et des chercheurs, et pas seulement en Afrique, seraient bien en peine de fournir des données comparables, car elles dépendent de logiciels coûteux (tels que l'interface Scholar One pour les manuscrits de revues, un service fourni par Clarivate), ainsi que d'un personnel possédant les compétences en matière de statistiques et d'analyse nécessaires pour exploiter ces données. Markey montre en outre que les données des éditeurs peuvent fournir un précieux feedback aux auteurs, aux rédacteurs en chef et aux éditeurs, en mettant en évidence les inégalités géographiques en matière de soumission et d'acceptation, et qu'il est possible d'utiliser ces résultats pour promouvoir une plus grande équité en matière d'édition et de diversité des auteurs.

Quelle voie suivre maintenant ?

Quel avenir s'offre à l'édition de revues académiques africaines ? Certaines contributions (El-Aroui, Makuliko et Henry, Markey) offrent une vision du continent plus intégrée et contribuant à la « science mondiale ». Elles reconnaissent implicitement la nécessité des infrastructures de publication commerciales d'aujourd'hui pour permettre la communication scientifique. D'autres (Hamdaoui, Leedy, Mills et Asubiaro) plaident (explicitement ou implicitement) en faveur d'écosystèmes scientifiques axés sur l'Afrique et dotés de ressources et d'un soutien adéquats. Tous seraient peut-être d'accord sur la nécessité de disposer d'écosystèmes africains dynamiques dans les domaines de la recherche, de la connaissance et de l'édition.

Les débats sur l'avenir se polarisent autour des questions d'infrastructure, de ressources et d'échelle – la petite est peut-être belle, mais est-elle durable ? Les initiatives d'édition « dirigées par la communauté » (ce qui signifie généralement « à but non lucratif ») sont-elles plus vulnérables à un moment où les changements techniques s'accélèrent et où les outils d'intelligence artificielle sont de plus en plus adoptés ? Les questions d'échelle prêtent de plus en plus à confusion. Au niveau mondial, des acteurs gouvernementaux disposant de ressources importantes – tels que l'Union européenne – ont commencé à promouvoir une vision d'infrastructures de communication en libre accès « locales » appartenant à la communauté. Le mouvement « Diamant » de l'Open Access a une vision similaire de l'accès libre. Cependant, l'ampleur des investissements dans la recherche et le développement réalisés par les grands éditeurs commerciaux et leur dépendance croissante à l'égard de la valeur générée par l'analyse des données rendent ce scénario improbable à court et à moyen terme. Nombre de ces entreprises sont situées et réglementées en Europe et en Amérique, où elles emploient beaucoup de personnel et génèrent des recettes fiscales. Les associations professionnelles et les sociétés savantes dépendent des bénéfices générés par les contrats d'édition commerciale pour soutenir leur travail, et les universitaires du monde entier publient dans leurs revues indexées. Bien qu'il y ait eu quelques défections très médiatisées d'équipes éditoriales des grands éditeurs commerciaux, les tentatives plus larges de boycott d'éditeurs tels qu'Elsevier ont échoué.

Le « mouvement » mondial pour le libre accès, renforcé par son premier sommet « mondial » et le manifeste de Toluca de 2023, est la dernière version du projet de science ouverte. La vision de Science ouverte d'une publication académique décolonisée et non commerciale (Meagher, 2021) est attrayante pour beaucoup, mais peu s'attardent sur les implications financières de cette transition.

Les éditeurs commerciaux, qui ont réussi à faire passer leurs revues à l'accès libre « gold » financé par l'APC, expérimentent également l'accès libre gratuit, ce qui pourrait ramener le secteur à un modèle de financement basé sur l'abonnement. Brill et Sage sont parmi ceux qui testent le « subscribe to open » (s'abonner à l'accès libre). Les portails de revues hébergés et sponsorisés par les universités nord-américaines (tels que Project Muse et JSTOR) ont été les premiers à promouvoir la numérisation des revues dans les années 1990. Eux aussi explorent aujourd'hui les possibilités de renforcer le soutien à la publication gratuite de revues en accès libre. Le logiciel de publication Open Journal Systems (OJS) du projet canadien Public Knowledge est désormais utilisé par plus de 30 000 revues en libre accès dans le monde entier. En Afrique, il existe de nouveaux portails d'accès libre tels que la plateforme africaine pour l'enseignement libre fondée par l'université du Cap (UCT).

En 2024, l'Electronic Information for Libraries (EIFL) a mené une grande enquête sur l'édition de revues africaines en libre accès et sans frais (EIFL, 2024). Les résultats provenant de 200 revues ayant répondu à l'enquête ont révélé une communauté d'éditeurs travaillant avec des contraintes financières et de ressources humaines très lourdes. 65 % publient moins de 20 articles par an, et la plupart (60 %) s'appuient sur le travail de bénévoles. Seuls 45 % d'entre eux bénéficiaient d'un financement institutionnel, ce qui explique que 40 % d'entre eux aient déclaré se sentir en situation d'insécurité financière. Seuls 30 % disposaient d'un budget annuel. 53 % sont répertoriés dans AJOL, ce qui confirme la valeur de ce portail, mais seulement 10 % sont indexés dans Web of Science. En Afrique, le « mouvement » du libre accès reste précaire et instable.

De nombreuses questions restent en suspens. Les revues et les communautés scientifiques africaines francophones et lusophones seront-elles en mesure de maintenir leur profil et leur réputation dans un environnement d'édition universitaire anglophone ? L'édition universitaire dans les nombreuses autres langues africaines peut-elle être protégée, pérennisée et développée ? Quelles sont les conséquences et les coûts du respect des normes techniques et d'intégrité (des DOI aux services d'hébergement web) définies par les infrastructures d'édition contrôlées par le Nord (Okune & Chan, 2023) ? Les collaborations internationales en matière d'édition – qu'elles soient commerciales ou institutionnelles – renforcent-elles les capacités d'édition de l'Afrique ? Les modèles d'infrastructures d'édition communautaires développés en Amérique latine pourraient-ils fonctionner en Afrique ? Qu'en est-il des bases de données de citations de revues et de langues nationales développées en Chine et en Malaisie ? Et quelles sont les priorités lorsque les ressources sont rares : l'accès ou la qualité, la capacité de découverte ou les citations ? Enfin, sur quelle base et où les revues du continent devraient-elles être publiées et diffusées ? En dehors de l'Afrique du Sud, le continent manque d'éditeurs de revues de taille moyenne ou de presses universitaires comparables ayant des programmes de publication. Notre numéro spécial ne peut que suggérer des réponses, mais les questions sont brûlantes et importantes.

Les gouvernements africains et les bailleurs de fonds de la recherche détermineront en fin de compte la voie que prendront les systèmes de recherche du continent. Les dilemmes auxquels sont confrontées les universités africaines sont bien connus (Olukoshi & Zeleza, 2004 ; Arowosegbe, 2023), mais les solutions sont moins claires. En analysant les plans stratégiques de dix nouvelles universités africaines, Soudien suggère que leur capacité d'imagination est limitée par les modèles proposés par les universités « plus anciennes et élitistes », et qu'il y a « peu d'attention critique accordée au local » (2023, p. 196). Les visions innovantes sont inévitablement risquées. Les « manifestes » ambitieux de la science ouverte, les « chartes transformatives » et les « alliances globales en faveur de l'accès libre Diamant » peuvent devenir les utopies ratées de demain. Les stratégies scientifiques nationales doivent être correctement financées et soutenues (Moja & Okunade, 2023). Sans un soutien financier de la part des gouvernements ou des donateurs, ou des investissements provenant d'autres sources, les rêves et les espoirs des presses universitaires, des bibliothèques et des éditeurs indépendants d'Afrique seront réduits à néant. Pour que les ambitions soient nuancées par le souci de réalisme, la première étape consiste à mettre en place des infrastructures d'édition résilientes.

Remerciements

Ce numéro est constitué d'articles présentés à l'origine lors de la Conférence européenne sur les études africaines, qui s'est tenue à Cologne, en Allemagne, en juillet 2023. Une table ronde avait été organisée par Mame Penda Ba et Stephanie Kitchen sur le thème « Publier l'Afrique : défis et avenir ». Nous remercions tous les participants à la table ronde, y compris ceux qui ne sont pas représentés dans ce numéro, pour leur engagement et leurs contributions. Tous les détails sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.ecasconference.org/2023/programme#12379>

Bibliographie

- Adema, J., & Moore, S. (2021). Scaling small; or how to envision new relationalities for knowledge production. *Westminster Papers in Communication and Culture*, 16(1), 27-45.
- Arowosegbe, J. O. (2023) African universities and the challenge of postcolonial development. *Africa*, 591-614.
- Asubiaro, T. V., & Onaolapo, S. (2023). A comparative study of the coverage of African journals in Web of Science, Scopus, and CrossRef. *Journal of the Association for Information Science and Technology*. 74(7), 745-758. <https://doi.org/10.1002/asi.24758>
- Asubiaro, T., Onaolapo, S., & Mills, D. (2024). Regional disparities in Web of Science and Scopus journal coverage. *Scientometrics*, 129(3), 1469-1491.
- Bourdieu, P. (1990). The scholastic point of view. *Cultural Anthropology*, 5(4), 380-391.
- Chen, G., Posada, A., & Chan, L. (2019). Vertical Integration in Academic Publishing: Implications for Knowledge Inequality Connecting the Knowledge Commons — From Projects to Sustainable Infrastructure : The 22nd International Conference on Electronic Publishing – Revised Selected Papers Marseille, Open Edition Press.
- Chen, Y., Koch, T., Zakiyeva, N., Liu, K., Xu, Z., Chen, C. H., ... & Honda, K. (2023). Article scientific prestige: measuring the impact of individual articles in the web of science. *Journal of Informetrics*, 17(1), 101379.
- Critical Acts Collective (1980). Editorial. *Critical Arts*, 1(1). <https://n2t.net/ark:/85335/m5445mk3z>
- Davis, C. (2020). *African Literature and the CIA : networks of authorship and publishing*. Cambridge University Press.
- De Jong, F., & Valente-Quinn, B. (2018). Infrastructures of utopia : ruination and regeneration of the African future. *Africa*, 88(2), 332-351.
- EIFL (2024). Landscape of no-fee Open Access publishing in Africa. EIFL. www.eifl.info/programme/oa-publishing-africa/landscape-no-fee-open-access-publishing-africa
- Eisemon, T. O. (1979). The Implantation of Science in Nigeria and Kenya. *Minerva*, 17(4), 504-526.
- Geissler P. W., & Tousignant, N. (2020). Beyond realism : Africa's medical dreams Introduction. *Africa*, 90(1), 1-17.
- Hountondji, P. J. (1990). Scientific dependence in Africa today. *Research in African Literatures*, 21, 5-15.
- Kitchen, S., Mills, D., & Ail, A. (à paraître). Small is beautiful? Portraits of Africa's independent publishers. *Logos: Journal of the World Publishing Community*.
- Lamdan, S. (2022). *Data Cartels : the companies that control and monopolize our information*. Stanford University Press.
- Le Roux, E. H. (2006). Visibility, credibility, prestige : evaluating the implications of indexing African journals. *Africa Media Review*, 14(1, 2), 49-59.
- Le Roux, E. H., & Nwosu, P. O. (2006). Indexing Africa : revisiting the issue of knowledge production and distribution. *Africa Media Review*, 14(1, 2).
- Mbembe, A., & Sarr, F. (2023). *To Write the Africa World*. Polity.
- Meagher, K. (2021). Introduction: the politics of Open Access — decolonizing research or corporate capture? *Development and Change*, 52, 340-358.
- Mills, D., & Robinson, N. (2021). Democratizing monograph publishing or preying on Researchers? Scholarly recognition and global « credibility Economies ». *Science as Culture*, 31, 187-211.
- Mills, D., Kingori, P., Branford, A., Chatio, S. T., Robinson, N., & Tindana, P. (2023). *Who Counts? Ghanaian academic publishing and global science*. African Minds.
- Mirowski, P. (2018). The future(s) of open science. *Social Studies of Science*, 48(2), 171-203.
- Moja, T., & Okunade, S. K., (2023). *African Science Granting Councils: towards sustainable development in Africa*. African Minds.
- Nkrumah, K. (2007) Speech made in 1964 at the launch of Ghana's Atomic Reactor Centre. <https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Nkrumah-lays-foundation-for-atomic-reactor-in-1964-122255>

- Nwagwu, W. E. (2010). Cybernating the academe: centralized scholarly ranking and visibility of scholars in the developing world. *Journal of Information Science*, 36(2), 228-241.
- Nyamnjoh, F. (2004). From publish or perish to publish and perish: what « Africa's 100 best books » tell us about publishing Africa. *Journal of Asian and African Studies*, 39, 331-355.
- Okune, A., & Chan, L. (2023). Digital Object Identifier : privatising knowledge governance through infrastructuring. *Routledge Handbook of Academic Knowledge Circulation*, Routledge, 278-287.
- Okune, A., Hillyer, R., Albornoz, D., Posada, A., & Chan, L. (2018). Whose infrastructure? Towards inclusive and collaborative knowledge infrastructures in open science. *Electronic Publishing (Long Papers)*. 10.4000/proceedings.elpub.2018.31ff. hal-01816808
- Olukoshi, A., & Zeleza, P. (2004). The African university in the twenty-first century. Dans P. Zeleza & A. Olukoshi (eds), *African Universities in the Twenty-first Century*, Vol. II: knowledge and society (pp. 595-618). CODESRIA.
- Omobowale, A. O., Akanle, O., Adeniran, A. I., & Adegboyega, K. (2014). Peripheral scholarship and the context of foreign paid publishing in Nigeria. *Current Sociology*, 62(5), 666-684.
- Pietsch, T. (2013). *Empire of Scholars: universities, networks and the British academic world 1850-1939*. Manchester University Press.
- Pooley, J. (2022). Surveillance publishing. *The Journal of Electronic Publishing*, 25(1).
- Rabkin, Y. M., Eisemon, T. O., Lafitte-Houssat, J. J., & McLean Rathgeber, E. (1979). Citation visibility of Africa's science. *Social Studies of Science*, 9(4), 499-506.
- Rachik, H., & Bourqia, R., (2011). La sociologie au Maroc. Grandes étapes et jalons thématiques. <https://doi.org/10.4000/sociologies.3719>
- Sadowski, J. (2019). When data is capital: datafication, accumulation, and extraction. *Big Data & Society*, 6(1), 2053951718820549. <https://doi.org/10.1177/2053951718820549>
- Sharp, J. O. (2019). Practicing Subalternity? Nyerere's Tanzania, the Dar School, and postcolonial geopolitical imaginations. *Subaltern Geographies*. T. Jazeel and S. Legg, University of Georgia Press, 74-93.
- Simone, A. (2004). People as infrastructure : intersecting fragments in Johannesburg. *Public Culture*, 16, 407-429.
- Simone, A. (2021). Ritornello: « people as infrastructure ». *Urban Geography*, 42(9), 1341-1348.
- Soudien, C. (2023). Emergent priorities of the new African university. *Creating the New African University*, 16, 175.
- Ssentongo, J. S. (2020). « Which journal is that? » Politics of academic promotion in Uganda and the predicament of African publication outlets. *Critical African Studies*, 12(3), 283-301.
- Star, S. L. (1999). The ethnography of infrastructure. *American Behavioral Scientist*, 43(3), 377-391.
- Wayt Gibbs, W. (1995). Lost science in the Third World. *Scientific American*, 273(2), 76-83.
- Yanney-Wilson, J. (1961). Ghana Science Association. *Nature*, 190(4781), 1064-1065.
- Zell, H. M. (2020). Publishing in Africa: where are we now ? An update for 2019 Part 1. *Logos*, 30(3), 7-25.
- Zell, H. M. (2022). Nigerian university presses : a bleak picture. *Africa Bibliography, Research and Documentation*, 1, 12-30.